

2. Quelles ont été les dates de chacune de ces conférences et leurs sujets de discussions et de négociations?

3. A quelles ententes en est-on venu comme conséquence de ces conférences, et quelles mesures législatives ont été présentées au Parlement ou quelle décision l'exécutif a-t-il prise en conséquence?

4. A-t-on fait rapport de toutes lesdites conférences et de toutes lesdites ententes conclues en conséquence et en a-t-on publié les délibérations?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 31 juillet 1944,—Etat montrant:—1. Le gouvernement fédéral a-t-il, de 1936 jusqu'à date, retenu les services de la société McCarthy & McCarty, avocats, de Toronto, ou de l'un de ses membres?

2. Dans l'affirmative, pour quelles affaires?

3. Quels frais ont été versés dans chaque cas?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 août, 1944,—Au cours de chaque année, depuis septembre 1939, quel a été le total des paiements que le gouvernement fédéral a versés au *Sherbrooke Taxi Service* et à M. J. E. Fraser, de la Nouvelle-Ecosse, pour taxi, réparations et autres services et fournitures, pour le compte des trois ministères de la Défense nationale, du ministère des Munitions et approvisionnements et du ministère du Travail (Service sélectif national)?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 4 décembre, 1944,—Etat montrant:—1. M. R. B. Hunter, ancien gérant de *Swift Canadian Company Limited*, à Winnipeg, est-il au service du gouvernement ou de l'une de ses agences ou divisions? Dans l'affirmative, à quel titre et quelle rémunération reçoit-il?

2. Au cours de la période du 15 octobre au 30 novembre 1944, combien d'hommes a-t-on transportés à Winnipeg dans le but d'y travailler dans les établissements de salaison de la région? Combien d'hommes ont été congédiés des établissements de salaison de Winnipeg au cours de la même période?

3. De combien d'hommes transportés à Winnipeg dans les circonstances mentionnées ci-haut le gouvernement a-t-il soldé les frais de voyage?

M. St-Laurent, membre du Conseil privé du Roi, dépose devant la Chambre par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport de la Royale gendarmerie à cheval du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1944. (Versions française et anglaise).

Aussi,—Rapport annuel du Surintendant des pénitenciers pour l'année financière terminée le 31 mars 1944.

Et aussi,—Rapport du ministre de la Justice en conformité du paragraphe 3, du Règlement 21 des Règlements de la Défense du Canada. (Détention de personnes).

Par ordre de Son Excellence le Gouverneur général M. MacKinnon (Edmonton-Ouest), membre du Conseil privé du Roi, dépose:—Le cinquante-deuxième rapport annuel du ministère du Commerce pour l'année financière terminée le 31 mars 1944. (Versions française et anglaise).

Aussi,—Copie du vingt-septième rapport annuel du Conseil national des recherches du Canada pour l'année financière 1943-44. (Versions française et anglaise).

Et aussi,—Rapport annuel du ministère du Revenu national, comprenant des états de recettes, avec des états relatifs aux importations, exportations, à l'accise et au revenu du Dominion du Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1943.